

Déclaration commune de MM. François Hollande, Président de la République, et Klaus Werner Iohannis, Président de Roumanie, sur les relations franco-roumaines, à Paris le 10 février 2015.

LE PRÉSIDENT :

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu, plusieurs heures et j'en étais très heureux, le président de la Roumanie, Klaus IOHANNIS. Je l'ai remercié pour cette visite, la première qu'il fait en Europe, et aussi parce qu'il était déjà là, le 11 janvier, marquant ainsi la solidarité de la Roumanie à l'égard de la France après les attentats qui avaient meurtri notre pays.

Il soulignait ainsi combien les liens entre la France et la Roumanie sont solides, sont puisés dans l'Histoire, mais se prolongent pour que nous puissions ouvrir de nouvelles perspectives ensemble. L'Histoire, c'est aussi la langue, puisque la Roumanie est un pays francophone qui fait une large place dans son système éducatif à l'apprentissage de la langue française et je veux encore en remercier le président.

Nous avons évoqué les sujets politiques et il y aura un prochain Conseil européen jeudi qui traitera de questions importantes et notamment la sécurité. Nous avons convergé pour qu'il puisse y avoir des décisions qui permettent de contrôler davantage les déplacements, c'est ce qu'on appelle le programme PNR, et aussi pour que nous puissions, sur Internet, mettre en uvre les contrôles qui sont indispensables et écarter des sites qui font de la propagande ou engagent des programmes, si je puis dire, de radicalisation.

Nous avons aussi parlé de Schengen, sujet qui intéresse la Roumanie. La Roumanie son président le confirmera est prête à prendre un certain nombre d'engagements et nous en avons besoin. Car, je veux que jeudi, au Conseil européen, il puisse y avoir des coordinations de l'ensemble des dispositions aux frontières pour que nous puissions contrôler davantage les entrées et les sorties du continent européen, et prévenir le départ de combattants étrangers ou être informés de leur retour.

Nous avons aussi parlé de l'Ukraine. La Roumanie a une longue frontière avec l'Ukraine. La France est engagée avec l'Allemagne dans une initiative, qui, demain, va trouver je l'espère son aboutissement à Minsk. Des discussions ont encore lieu aujourd'hui. Mais il y a des combats aussi, dans l'Est de l'Ukraine, avec des morts, avec des civils qui vivent un calvaire. Donc, nous devons tout faire -et la Chancelière et moi-même, nous serons particulièrement actifs, jusqu'au dernier moment de cette rencontre-, pour qu'il puisse y avoir un accord, un règlement global. Nous avons tous intérêt à ce qu'il y ait ce règlement. D'abord, les Ukrainiens, pour qu'ils puissent retrouver la stabilité dans le cadre de l'intégrité territoriale. Mais également la Russie, pour qu'elle puisse avoir des relations conformes à ses intérêts, conformes à son histoire, conformes à son avenir avec l'Union européenne.

Mais nous avons aussi avantage à ce que, sur le plan économique, il puisse y avoir une reprise forte des échanges et c'est toute la question de l'avenir des sanctions. J'aurai, avec la Chancelière, avant que nous nous déplaçons à Minsk, un dernier échange. Mais nous allons vers Minsk avec la ferme volonté d'aboutir, sans être sûrs de pouvoir le faire. Chacun devra être mis devant ses responsabilités.

Avec le président IOHANNIS. nous avons également parlé économie. La France est présente en

avec le président roumain, nous avons également par conséquent en France est présente en Roumanie, des investissements importants ont été faits ces dernières années et nous voulons les amplifier. Je rappelle que RENAULT est très implanté en Roumanie et contribue à hauteur de 3 % à la production nationale roumaine. C'est dire l'ampleur de ce qui a pu être fait dans ce pays et dans l'intérêt aussi de la France, puisque c'est un courant d'échanges qui nous est favorable et qui fait que la balance commerciale est excédentaire pour la France dans sa relation avec la Roumanie

Nous avons plusieurs sujets sur lesquels nous pouvons mieux coopérer encore, notamment les infrastructures, les projets d'autoroutes, l'énergie, y compris sur le nucléaire, les services, notamment tout ce qui est nouvelles technologies et également la défense. Je ne doute pas que la visite du président de la Roumanie permettra de faire encore davantage.

Enfin, sur le plan culturel, il y a de nombreux rapports, échanges, relations universitaires, scientifiques et également la présence d'établissements culturels français en Roumanie et nous voulons que l'année 2018 soit une année particulièrement marquante, puisque ce sera le 100ème anniversaire de l'Etat roumain moderne et il y aura une mobilisation pour faire de cet évènement un grand moment d'amitié entre nos deux pays.

Je veux enfin évoquer la question sensible des Roms. Il y a eu depuis plusieurs mois, à l'initiative de nos gouvernements, une coopération policière beaucoup plus étroite. Il y a eu aussi un programme d'intégration en Roumanie de ces minorités, une stratégie a été définie et nous agissons, le président roumain et moi-même, pour qu'au plan européen, il puisse y avoir encore davantage de mobilisation.

Il y a des policiers roumains qui travaillent, par ailleurs, en France avec nous pour lutter contre les réseaux de criminalité et empêcher un certain nombre de trafics, notamment le trafic d'êtres humains. Nous avons ici réaffirmé notre volonté de pouvoir régler cette question avec humanité et avec fermeté. Mais c'était pour moi très important d'accueillir le président IOHANNIS qui représente aujourd'hui pour la Roumanie un facteur de rassemblement et d'unité.

Président Klaus IOHANNIS :

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir de me retrouver aujourd'hui à Paris. L'invitation que vous m'avez adressée, Monsieur le Président HOLLANDE, est un fort symbole de l'importance que vous attachez aux relations bilatérales entre la Roumanie et la France, dans la vision tant de la partie roumaine que celle de la partie française.

J'ai été heureux lors de notre premier débat et Monsieur le ministre des Affaires étrangères, Monsieur le ministre de l'Economie ont pu aussi participer. J'ai été satisfait par la substance des discussions qu'on a eues. La relation bilatérale entre la Roumanie et la France, concrétisée dans un partenariat stratégique, se développe tant autour d'une très importante dimension politique qu'autour d'une coopération sectorielle très riche.

J'ai réaffirmé l'importance prioritaire pour la Roumanie d'un rapport avec la France et le souhait de le développer, y compris, Monsieur le Président, dans le cadre européen.

Je vous ai adressé, Monsieur le Président, l'invitation de nous rendre visite en Roumanie pour renforcer le rythme de développement de nos rapports bilatéraux et j'espère que cela sera le plus tôt possible.

Les principaux repères de notre relation bilatérale concernent la coopération économique basée sur le souhait de diversifier, d'amplifier dans son ensemble la coopération économique dans beaucoup de domaines. Un aspect très important pour les autorités de Bucarest, dont j'ai discuté avec le président HOLLANDE, est celui de l'image qu'ont en France la Roumanie et la communauté roumaine qui vit dans l'Hexagone. Nous sommes persuadés que des faits isolés, lorsqu'ils sont traités, élucidés, ne peuvent pas avoir un effet négatif de durée et de longue durée sur une longue relation de respect mutuel et de coopération politique et culturelle.

J'ai demandé à Monsieur le président HOLLANDE du soutien pour nos efforts dans le domaine de la lutte contre tout discours qui réduise une relation solide à des clichés. J'ai demandé le soutien de la France pour l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen. J'ai exprimé ma confiance qu'une décision positive sur l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen pourra

être adoptée le plus tôt possible.

Nous avons aussi évoqué les priorités européennes de la lutte contre le terrorisme. Dans ce sens, on encourage un investissement des efforts communs pour combattre ce fléau, pour amplifier notre coopération et notre coordination. Nous avons analysé, avec Monsieur le président HOLLANDE et les interlocuteurs français, les évolutions préoccupantes du voisinage oriental de l'Union européenne, mais aussi les modalités de rapprocher quelques Etats de cette région de l'Union européenne.

La République de Moldavie demeure bien sûr une priorité majeure pour la Roumanie. L'objectif principal est d'encourager son trajet européen à travers un soutien très substantiel au niveau européen pour la mise en uvre de l'accord d'association.

Nous avons eu aussi un échange de vues sur la situation en Ukraine. Nous avons réitéré le soutien ferme de la Roumanie pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans le cadre de ses frontières reconnues au niveau international.

Nous avons aussi discuté des évolutions économiques au niveau de l'Union européenne et sur les mesures de renforcement économique et pour la création d'emploi. J'ai exprimé le soutien de la Roumanie pour une série de priorités de l'agenda stratégique de la Roumanie avec un accent sur la stimulation des investissements, la croissance économique, mais aussi la baisse du chômage. Des domaines qui nous ont permis d'illustrer aussi des points de vue communs de la Roumanie et de la France.

Nous aurons l'occasion de reprendre ces sujets, tant à travers les discussions que je vais avoir cet après-midi avec d'autres hauts dignitaires français -je vais rencontrer le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale-, qu'à travers les futures discussions au plus haut niveau entre la Roumanie et la France dans le cadre bilatéral, qu'à l'occasion de notre participation aux réunions européennes.

C'est aussi une manière de dire, une fois de plus, que je vais continuer de considérer la relation avec la France une priorité et de cela va découler naturellement, je crois, le besoin d'assurer un dialogue permanent et très bon.

Je vous remercie.